



Conjoncture internationale au deuxième trimestre 2016 Incertitudes suite au résultat du référendum au Royaume-Uni

À la suite du vote du Royaume-Uni en faveur d'un retrait de l'Union européenne, les prévisions de croissance mondiale ont été légèrement revues à la baisse (-0,1 point) pour 2016 et 2017 par le FMI, pour se situer respectivement à +3,1 % et +3,4 %. Les perspectives sont plus défavorables pour les pays avancés tandis qu'elles demeurent globalement inchangées pour les pays émergents et en développement. Le « Brexit », qui a pris de court les marchés financiers, est selon le FMI, de nature à accroître l'incertitude économique, politique et institutionnelle et devrait peser sur les économies des pays européens avancés, dans des proportions toutefois difficiles à quantifier. Aux États-Unis, la croissance au premier trimestre 2016 a été moins vigoureuse qu'attendu, conduisant à l'atténuation des prévisions de croissance pour 2016 de 0,2 point de pourcentage. La croissance devrait rebondir au deuxième trimestre, soutenue par la baisse des taux longs et une normalisation de la politique monétaire. Le FMI table sur une croissance moyenne de +2,2 % en 2016. Dans la zone euro, le taux de croissance a été supérieur aux prévisions au premier semestre, porté par une solide demande intérieure et un léger rebond de l'investissement. Malgré le « Brexit », les prévisions de croissance ont été revues à la hausse (+0,1 point à +1,6 %). Selon les chiffres publiés par l'INSEE le 29 juillet, l'activité en France a marqué le pas au deuxième trimestre 2016, après +0,7 % au premier trimestre. La consommation des ménages a perdu de sa vigueur, tandis que l'investissement s'est replié après trois trimestres consécutifs de nette hausse. Le commerce extérieur a en revanche constitué un facteur de soutien de l'activité. Le FMI maintient sa prévision de croissance pour la France en 2016 à +1,6 %. Au Japon, l'activité a été légèrement meilleure que prévu malgré une demande intérieure toujours faible et une inflation en recul. Cependant, les prévisions de croissance ont également été revues à la baisse de 0,2 point pour s'établir à +0,3 % en 2016. Les perspectives à court terme se sont améliorées en Chine, en raison de récentes mesures de soutien à la croissance (réduction des taux prêteurs, politique budgétaire expansionniste, augmentation des dépenses d'infrastructures). Le FMI prévoit une croissance du PIB de +6,6 % en 2016. Tout en présentant des perspectives différenciées, les pays émergents et en développement devraient globalement enregistrer une croissance toujours favorable mais stable en 2016 (+4,1 % après +4,0 % en 2015). Au Brésil et en Russie, la récession devrait être moins élevée, sous l'effet d'un retour de la confiance des acteurs économiques et d'une remontée des cours du pétrole.

Sources : [FMI](#) et [INSEE](#) – données arrêtées à la date du 29 juillet 2016

Les publications de l'IEDOM : <http://www.iedom.fr/iedom/publications/>

INFORMATIONS BANCAIRES ET FINANCIÈRES GÉNÉRALES

Banque de France

Indicateurs conjoncturels France et zone euro N° 331 du 5 août 2016

En France, l'indice PMI final est en hausse en juillet dans le secteur manufacturier (48,6, après 48,3 en juin) comme dans les services (50,5, après 49,9 en juin). Les immatriculations de voitures neuves reculent en juillet (- 5,0 %), après - 1,6 % en juin. En zone euro, l'indice PMI final baisse légèrement dans le secteur manufacturier (52,0, après 52,8 en juin) mais reste relativement stable dans les services (52,9, après 52,8 en juin).

Télécharger la publication : https://www.banque-france.fr/uploads/tx_bdfgrandesdates/indicateurs-conjoncturels-05-08-2016.pdf

Union européenne

Chômage

Dans la zone euro (ZE19), le taux de chômage corrigé des variations saisonnières s'est établi à 10,1 % en juin 2016, stable par rapport à mai 2016, et en baisse par rapport au taux de 11,0 % observé en juin 2015. Il s'agit toujours du taux le plus faible enregistré dans la zone euro depuis juillet 2011. Dans l'UE28, le taux de chômage s'est établi à 8,6 % en juin 2016, soit le même niveau par rapport à mai 2016, et en baisse en glissement annuel (9,5 % en juin 2015). Cela reste le taux le plus faible enregistré dans l'UE28 depuis mars 2009. Eurostat estime qu'en juin 2016, 20,986 millions d'hommes et de femmes étaient au chômage dans l'UE28, dont 16,269 millions dans la zone euro. Par rapport à mai 2016, le nombre de chômeurs a diminué de 91 000 dans l'UE28 et de 37 000 dans la zone euro. Comparé à juin 2015, le chômage a baissé de 2,114 millions de personnes dans l'UE28 et de 1,363 million dans la zone euro. Parmi les États membres, les taux de chômage les plus faibles ont été observés à Malte (4,0 %), en République tchèque (4,1 %) ainsi qu'en Allemagne (4,2 %). Les taux de chômage les plus élevés ont été relevés en Grèce (23,3 % en avril 2016) et en Espagne (19,9 %).

Publications au Journal officiel

Décret n° 2016-1052 du 1^{er} août 2016 portant publication de l'accord entre le Gouvernement de la République française et l'Organisation des États de la Caraïbe orientale (OECO) définissant les modalités d'admission de la Martinique au statut de membre associé de l'Organisation des États de la Caraïbe orientale, signé à Schœlcher le 4 février 2015 :

<https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000032962830&categorieLien=id>

SUIVI DE PLACE ET ACTIVITÉS DE L'INSTITUT

Parution du « Panorama de la Guadeloupe »

L'Institut d'émission des départements d'outre-mer publie un panorama de la Guadeloupe offrant une image structurelle de la démographie et de l'économie de l'archipel.

Au 1^{er} janvier 2015, la population de la Guadeloupe (hors îles du Nord) est estimée à 400 132 habitants, soit 0,6 % de la population nationale. En moyenne chaque année, le nombre d'habitants a progressé de 0,2 % sur la période 2008-2013, bien en dessous du niveau observé entre 1999 et 2008 (+0,4 %). Cette quasi-stabilité de la population tient à l'amplification du déficit migratoire (-0,6 %), conjugué à l'érosion du solde naturel (+0,6 %). Si la population de l'archipel est plus jeune que celle de métropole, elle vieillit en raison de la baisse de la natalité et d'un solde migratoire déficitaire.

Entre 1993 et 2008, l'économie de la Guadeloupe a bénéficié d'une croissance économique soutenue (+3,2 % par an, en volume), tirée par la consommation et l'investissement. Cette période de croissance élevée s'est accompagnée d'une tertiarisation accrue des activités et s'est traduite par un rattrapage de niveau de vie avec l'Hexagone : en 2008, le PIB/hab de la Guadeloupe est inférieur de 41 % à celui de la métropole, contre 47 % en 1994. Cependant, la crise économique ainsi que d'importantes grèves ont significativement affecté l'économie de la Guadeloupe, faisant chuter le PIB en volume de 4,4 % en 2009. Le rebond de l'activité en 2010 (+1,2 %) n'a pas permis de retrouver le niveau d'avant-crise. La croissance, faiblement soutenue par la consommation des ménages et l'investissement, demeure modeste depuis 2011 (entre 0 % et 1 %). En 2014, la Guadeloupe affiche une croissance faible (+0,9 % en volume), mais supérieure à 2013 (+0,1 %) et légèrement plus dynamique que celle observée pour la France entière (+0,2 %).

Cette note publiée par l'Iedom Guadeloupe est téléchargeable librement sur le site : <http://iedom.fr/>

Stabilité du climat des affaires au 2^e trimestre 2016

Au deuxième trimestre 2016, l'indicateur du climat des affaires (ICA) est quasiment stable (-0,2 point). Il s'établit à 97,1 points et reste pour le deuxième trimestre consécutif, en dessous de sa moyenne de longue période.

L'appréciation négative portée par les chefs d'entreprise sur les trois derniers mois, en particulier sur les effectifs et les prix, pèse fortement sur l'indicateur. En revanche, les anticipations positives des professionnels quant à l'activité du trimestre à venir permettent à l'ICA de se maintenir.

La note « Premières Tendances » publiée par l'Iedom Guadeloupe est téléchargeable librement sur le site : <http://iedom.fr/>

Baisse des prix des carburants au mois d'août 2016

Le décret n° 2013-1314 du 27 décembre 2013 prévoit que les prix des produits pétroliers et du gaz sont revisités chaque mois en fonction de l'évolution des cours et de la parité monétaire euro/dollar constatées lors du mois précédent. En juillet, les cours des produits pétroliers enregistrent globalement une tendance à la baisse. Ainsi, les cours du pétrole brut (Brent) baissent de 5,45 % en raison de stocks importants aux USA. Les cours de l'essence et du gazole baissent également, respectivement de 11 % et 8 %, en raison des prévisions de contraction de la demande mondiale de ces produits. Les cours du gaz butane baissent trop légèrement pour compenser l'augmentation du coût de sortie raffinerie. L'euro face au dollar s'affaiblit de 1,6 %, son cours moyen passant de 1,1269 en juin 2016 à 1,1083 en juillet 2016 limitant ainsi l'effet de baisse des prix.

Par conséquent, au 1^{er} août 2016, le prix du super sans-plomb s'établit à 1,30 €/l, soit -5 cts/l par rapport au mois de juillet 2016. Le prix du gazole route est fixé à 1,09 €/l, soit -3cts/l par rapport au mois précédent.

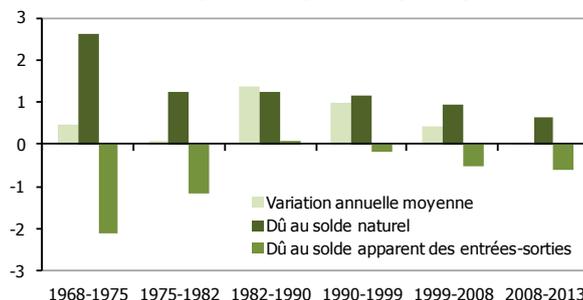
Source : <http://www.guadeloupe.pref.gouv.fr/>

BRÈVES ÉCONOMIQUES ET FINANCIÈRES

Revalorisation du RSA en septembre 2016

Dans le cadre du plan pluriannuel de lutte contre la pauvreté lancé en janvier 2013, le revenu de solidarité active (RSA), géré par le Département, sera revalorisé de 2 % en septembre prochain. Dans les DOM, à fin décembre 2015, le RSA bénéficiait à 245 315 foyers dont 50 316 en Guadeloupe (20,5 %).

Variation annuelle de la population guadeloupéenne (en %)



Source: Insee, Recensement de la population - Exploitation principale, État civil

Indicateur du climat des affaires à la Guadeloupe (100 = moyenne de longue période)



Source : Enquête de conjoncture IEDOM

Signature d'un accord-cadre entre LADOM et Pôle emploi

La ministre des Outre-mer George Pau-Langevin a reçu Jean Basseres, directeur général de Pôle emploi, et Florus Nestar, directeur général de l'Agence de l'Outre-mer pour la mobilité (LADOM) pour la signature d'un accord-cadre national 2016-2018 visant à sécuriser les parcours professionnels des demandeurs d'emploi résidant en outre-mer. Il s'agit de renforcer la coopération entre les deux opérateurs, avec pour objectif de faciliter l'accès aux formations professionnelles en mobilité et in fine à l'emploi pour les Ultramarins en ayant besoin : l'Hexagone présente des formations ciblées sur certains domaines rares ou émergents qui ne sont pas toujours disponibles dans les Outre-mer. Par ailleurs, l'une des ambitions nouvelles de cet accord-cadre est de favoriser le retour des bénéficiaires dans leur région d'origine à l'issue de la formation.

Cap Excellence, poumon économique de la Guadeloupe

Selon une étude de l'Insee, malgré un déficit migratoire persistant, la communauté d'Agglomération de Cap Excellence reste la plus peuplée des intercommunalités de Guadeloupe avec 103 800 habitants. Si elle représente moins de 8 % du territoire, près d'un quart de la population y est concentré. Cap Excellence regroupe par ailleurs la moitié des emplois, 40 % des établissements marchands non agricoles et la moitié des logements sociaux. Cette attractivité engendre de nombreux déplacements domicile-travail. Cependant, la dynamique de l'emploi s'essouffle et le taux de chômage (29 %) est aussi important que dans le reste de l'île.

ACTUALITÉS RÉGIONALES

Îles du Nord, nouveau secrétaire général à la Préfecture

Par décret du Président de la République du 19 juillet dernier, Thierry Mahler, sous-préfet, a été nommé secrétaire général de la Préfecture de Saint-Barthélemy et Saint-Martin, poste vacant depuis septembre dernier lors du départ de Mathieu Doligez. Jusqu'alors chef du bureau de la vie économique, de l'emploi et de la formation à la sous direction des politiques publiques de la Direction générale des Outre-mer, T. Mahler a pris ses fonctions le 8 août 2016.

Saint-Martin, capacité d'accueil augmentée à l'aéroport de Grand Case

Financés à 50 % par la Société d'exploitation de Saint-Martin aéroport (Sesma) et la SNC Lavalin, et à 50 % par le Fonds européen de développement économique et régional (Feder), les travaux de rénovation du hall d'accueil de l'aéroport de Grand Case l'Espérance sont achevés. Ce chantier de près de 4,6 millions d'euros permet à l'aéroport de doubler sa capacité d'accueil qui atteint désormais 400 000 passagers par an.

PRINCIPAUX INDICATEURS

INDICATEURS DE RÉFÉRENCE						Données brutes	Variation mensuelle	Glissement annuel
Prix (Source : Insee)	Indice des prix à la consommation (base 100 en 2015)	Guadeloupe France entière	Juin	2016	100,1 100,6	0,3 % 0,1 %	-0,4 % 0,2 %	
Demandeurs d'emploi (Source : Deccte)	Nombre de demandeurs d'emploi (DEFM A) (données CVS)		Juin	2016	55 950	0,5 %	-3,7 %	
Commerce extérieur (Source : Douanes)	Exportations (en cumul - millions d'euros) Importations (en cumul - millions d'euros)		Juin	2016	114,7 1 177,6	- -	-2,4 % -4,9 %	
Créations d'entreprises (Source : Insee)	Nombre d'entreprises créées (hors auto-entreprises)		Juin Cumul annuel	2016	360 2 169	5,3 % -	3,7 % 6,4 %	
Vulnérabilité des ménages (Source : Iedom)	Personnes physiques en interdiction bancaire Retraits de cartes bancaires (Flux)		Juillet	2016	19 050 384	1,2 % -23,2 %	-4,6 % 28,4 %	

INDICATEURS SECTORIELS						Données brutes	Variation mensuelle	Glissement annuel
Trafic aéroportuaire (Source : Aéroport Pôle Caraïbe)	Nombre de passagers (entrées + sorties, hors transit)		Juin Cumul annuel	2016	143 752 1 114 690	-3,7 % -	7,2 % 7,3 %	
Trafic maritime (Source : Guadeloupe Port Caraïbe)	Trafic net de marchandises (tonnes) Nombre de passagers (entrées + sorties)		Mai	2016	243 254 75 960	-17,8 % 15,2 %	-15,6 % 3,2 %	
Immatriculations (Source : Préfecture)	Immatriculations de véhicules neufs		Juillet Cumul annuel	2016	1 181 8 533	-14,0 % -	-12,3 % -0,5 %	
Consommation de ciment (Source : Ciments Antillais)	Ventes de ciment (tonnes)		Juillet Cumul annuel	2016	14 911 110 393	-8,7 % -	-20,8 % -6,2 %	

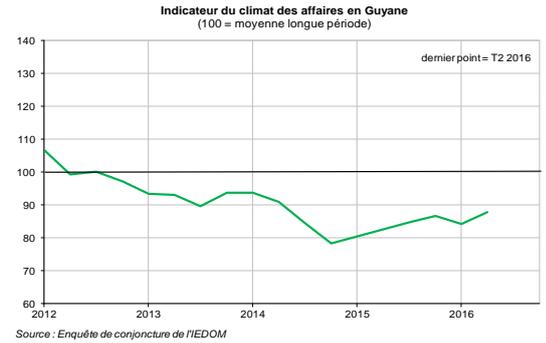
ACTIVITÉS DE L'INSTITUT ET SUIVI DE PLACE

Publication : « Premières tendances »



Alors qu'il s'était inscrit en léger recul au trimestre précédent, l'indicateur du climat des affaires (ICA) enregistre un rebond de 3,7 points au deuxième trimestre 2016. Toutefois, à 87,9 points, il reste nettement en deçà de sa moyenne de longue période (-12,1 points).

L'opinion plus favorable des chefs d'entreprise, vis-à-vis de leur prix de vente et de leurs délais de paiement au cours du trimestre sous revue, se conjugue à un moindre pessimisme pour le prochain trimestre, notamment en termes de prix de vente et de trésorerie.



La publication « Premières tendances » fournit une première estimation de l'indice du climat des affaires. Cet indice, calculé trimestriellement par l'Iedom à l'aide d'un sondage auprès des entreprises de la place, offre divers indicateurs sur la santé des entreprises guyanaises. La publication est disponible gratuitement sur le site de l'Iedom : www.iedom.fr/Guyane.

Emission monétaire

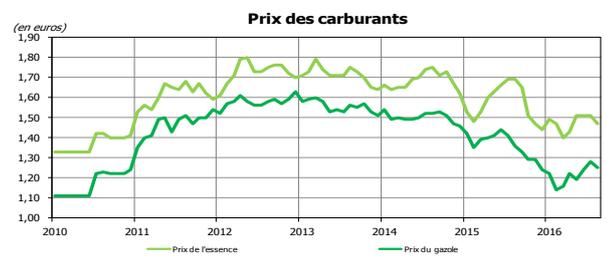
L'Iedom, agissant au nom, pour le compte et sous l'autorité de la Banque de France, met en circulation dans les départements d'outre mer les billets qui ont cours légal dans la zone euro. Au 31 juillet 2016, le cumul des émissions nettes de billets en Guyane atteint 3,30 milliards d'euros, correspondant à un volume de 85 millions de coupures. L'émission nette cumulée demeure soutenue et stabilise sa progression sur un an à 1,4 % en volume, et 0,7 % en valeur.

En Guyane, les émissions nettes de billets concernent principalement les coupures de 20 € et de 50 € (respectivement 45,9 % et 25,0 % des billets en circulation dans le département). En volume, la part de la coupure de 50 € augmente de 0,7 point, et celles des coupures de 20 € et de 10 € diminuent respectivement de -0,7 point, -0,1 point sur les sept premiers mois de l'année alors que la part des autres coupures reste stable. Le mode de fonctionnement des distributeurs automatiques de billets du département, chargés majoritairement en coupures de 20 € et 50 €, peut expliquer la prépondérance de ces billets dans le département. La valeur moyenne du billet en circulation en Guyane diminue légèrement à 38,73 € au 31 juillet 2016 contre 38,87 au 31 décembre 2015.

BRÈVES ÉCONOMIQUES ET FINANCIÈRES

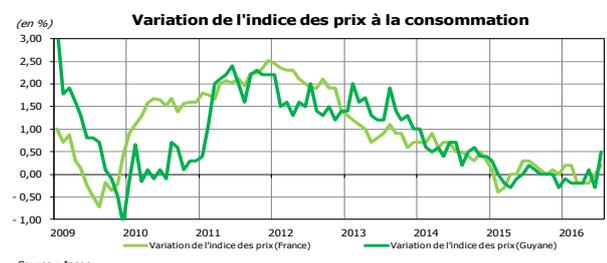
Carburants

L'arrêté préfectoral établi, à compter du 1^{er} août 2016, le prix de vente au détail pour le gazole à 1,25 €/litre (-3 centimes) et à 1,48 €/litre pour l'essence (-4 centimes). Le prix de la bouteille de gaz est fixé à 19,84 € contre 19,66 € en juillet, soit une hausse de 18 centimes.



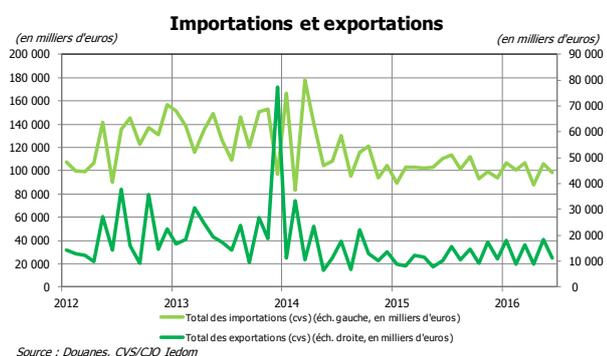
Prix à la consommation

En juin 2016, les prix à la consommation des ménages en Guyane sont en hausse de 0,5 % (après -0,1 % pour le mois précédent). Cette évolution trouve son origine dans l'augmentation des prix des services (+0,8 %) en raison d'une sensible hausse du poste « service de transport ». L'accroissement des prix est également lié à celle des prix de l'énergie (+1,7 %). Sur un an, l'indice des prix recule de 0,2 %. Les prix de l'énergie, des produits manufacturés ainsi que des services demeurent en baisse (respectivement de -4,9 %, -0,4 % et -0,1 %) alors que ceux des produits d'alimentation progressent de 1,0 %. En glissement annuel, l'inflation en Guyane est inférieure à celle constatée en France hexagonale (+0,2 %) et à la Réunion (-0,1 %). Toutefois, l'inflation guyanaise est supérieure à celle observée en Guadeloupe et en Martinique (-0,4 %).



Commerce extérieur

A fin juin, le cumul des importations sur l'année diminue légèrement de 0,7 % en CVS par rapport à l'année précédente, alors que le total des exportations s'élève à 81,7 M€, en augmentation de 38,9 % par rapport à 2015. Les exportations d'or en volume reculent de -12,5 % en CVS sur le mois de juin (112 kilos contre 128 kilos en mai). Les six premiers mois de l'année sont en retrait avec 680 kilos et 22,1 M€, par rapport à l'année précédente où était enregistré +18,8 % en volume, +12,0 % en valeur. En progression en mai et juin dernier, le cours de l'or demeure en hausse en juillet (1 337 \$ l'once, soit +4,9 %) et s'accroît sensiblement de 18,3 % sur un an.



ACTUALITES RÉGIONALES

Suriname

Le 28 juillet 2016, le département d'État américain a publié son rapport 2016 sur la transparence fiscale des pays (transparence de passation des marchés publics et licences d'extractions de ressources naturelles). Pour la zone Amérique latine et caraïbe, le Suriname se situe en troisième position derrière le Belize et Haïti en termes de pratiques et de transparences dans les budgets. Le Suriname y figure en raison d'un manque d'informations sur les allocations et bénéfices des entreprises publiques ainsi que sur le budget de l'état. En effet, au moment de la rédaction de la note par le département d'État américain, plusieurs documents n'étaient pas consultables par le public et le budget de l'état n'était pas assez détaillé sur ces données. N'étant pas en mesure de vérifier l'ensemble des documents fournis par le Suriname, Washington reste septique quant à la fiabilité de ces informations.

Selon le bureau général des statistiques (ABS), à juin 2016, le Suriname a vu son inflation croître de 5,7 % par rapport à mai et de 63,8 % sur an, en raison de la dépréciation de sa monnaie. Dans le même temps, les réserves internationales du pays ont reculé de 20 % en juin par rapport à l'année précédente, elles représentent 404 MUSD, soit 2,2 mois d'importations.

Prévisions économiques Amérique latine

Selon la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (Cepal), la croissance de l'Amérique latine devrait se contracter de 0,8 % en 2016 et être ainsi inférieure à celle observée en 2015 pour la région (-0,5 %). Ces résultats en baisse sont dus aux scores enregistrés par le Brésil et le Venezuela. En parallèle, la Cepal estime que la croissance de l'Amérique Sud reculerait de 2,1 % en 2016. Ceci s'expliquerait par une diminution des demandes intérieures et extérieures, témoignant ainsi de la diminution de l'investissement national. Le Brésil et l'Equateur devrait voir leur croissance reculer de 3,5 % et l'Argentine de 1,5 %. Pour sa part, le Venezuela, touché par une importante crise, devrait voir son Pib chuter 8 %. A l'inverse, les pays d'Amérique centrale pourraient afficher une croissance régionale de +2,6 % en 2016 avec en tête de proue la République dominicaine (+6 %), suivie par le Panama (+5,9 %), le Nicaragua (+4,5 %) le Guatemala (+3,5 %) et le Honduras (+3,4 %). L'économie mexicaine devrait quant à elle, croître de 2,3 % en 2016.

SUIVI INDICATEURS CHIFFRÉS

Les variations mensuelles et annuelles sont corrigées des variations saisonnières et de l'effet jours ouvrés (CVS-CJO)

	Sur le mois	Indicateurs		Données brutes	Var. mensuelle CVS	Var. sur un an CVS	Sources
PRIX	↑	Prix à la consommation (indice base 100 en 1998, avec tabac)	Juin-16	100,1	[0,50%]	[0,5 %]	Insee
	↓	Prix administré du litre d'essence	Avril-16	1,47	[-2,6%]	[-13,0%]	Préfecture/Dieccte
MARCHÉ DU TRAVAIL INDICATEURS SOCIAUX	↓	Demandeurs d'emploi (DEFM A)	Juin-16	22 290	[-1,2%]	[-5,5%]	Pôle emploi
	↓	Nombre de bénéficiaires du RSA (1)	Juin-16	18 874	[-6,1%]	[-1,3%]	Caf
	↓	Prestations nettes versées (1)	Juin-16 Cumul	11,2 M€ 67,9 M€	[-1,5%]	[1,7%] [4,9%]	Caf
CONSOMMATION	↓	Importations de biens de consommation (BC) (2)	Juin-16 Cumul	14,4 M€ 86,4 M€	-3,3%	-18,1% -0,1%	Douanes
	↑	Ventes de véhicules neufs aux particuliers	Juil-16 Cumul	301 2 339	1,7%	2,0% 3,5%	Somafi
INVESTISSEMENT	↓	Importations de biens d'équipement (BE) (2)	Juin-16 Cumul	29,7 M€ 186,3 M€	-20,3%	0,3% 0,5%	Douanes
	↓	Ventes de véhicules utilitaires	Juin-16 Cumul	101 572	-27,1%	12,4% 7,5%	Somafi
COMMERCE EXTERIEUR	↓	Exportations (2)	Juin-16 Cumul	12,4 M€ 81,8 M€	-39,0%	10,4% 38,9%	Douanes
	↓	Importations (2)	Juin-16 Cumul	93,3 M€ 586,5 M€	-7,2%	-10,9% -0,7%	Douanes
SPATIAL		Tirs effectués	Cumul à Juin-16	5 tirs (3 Ariane 5, 2 Soyouz)		5 tirs à Juin-15	Arianespace
BTP	↑	Satellites lancés	Cumul à Juin-16	11 satellites		8 satellites	
		Ventes de ciment (hors filler, liant et big bag)	Juil-16 Cumul	5 970 tonnes 48 089 tonnes	2,5%	-6,0% 18,5%	Ciments guyanais
INDUSTRIE	↓	Exportations d'or en volume (2)	Juin-16 Cumul	116 kilos 675 kilos	-12,5%	-7,8% 18,8%	Douanes
	↓	Exportations d'or en valeur (2)	Juin-16 Cumul	4,2 M€ 22,1 M€	-8,0%	6,6% 12,0%	Douanes
	↑	Cours de l'once d'or	Juil-16	1 337,38 \$	[4,9%]	[18,3%]	London Bullion Market Assoc./AFD
AGRICULTURE AGROALIMENTAIRE	↓	Exportations de crevettes (2)	Juin-16 Cumul	10 tonnes 222 tonnes	-117,9%	-114,5% -29,4%	Douanes
	↓	Exportations de poissons (2)	Juin-16 Cumul	113 tonnes 563 tonnes	-10,3%	24,7% 19,1%	Douanes
TOURISME	↓	Trafic de passagers (arrivées-départs-transits)	Mai-16 Cumul	37 497 186 809	-7,1%	3,6% 7,0%	CCIRG

[Données non CVS]

(1) Mise en place du RSA début 2011, remplaçant le RMI. Données non CVS compte tenu du nombre trop faible d'observations.

(2) Données provisoires ; les résultats du commerce extérieur sont issus des statistiques douanières provisoires qui sont révisables pendant 2 ans.

ACTUALITÉ DE L'INSTITUT ET SUIVI DE PLACE

Nouvelle direction d'agence

Pierre-Yves LE BIHAN a été nommé directeur de l'agence IEDOM de Fort-de-France. Il succède à Victor-Robert NUGENT qui rejoint le siège de l'IEDOM. Gilles MAUDUIT intègre également l'agence de Fort-de-France, en qualité de directeur adjoint. Son prédécesseur, Thomas de GUBERNATIS, sera désormais en poste au sein de l'Agence française de développement, à Paris.

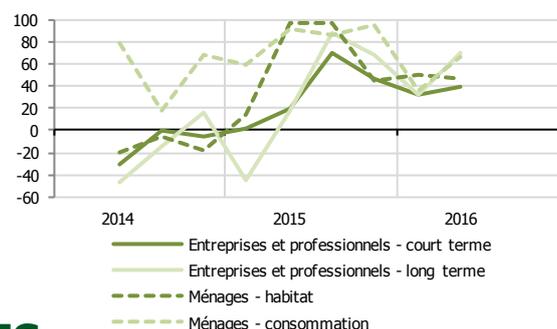
Enquête qualitative auprès des banques : orientation favorable de l'octroi de crédit

L'IEDOM propose sa première fois une publication trimestrielle qui synthétise les résultats d'une enquête qualitative menée auprès des établissements de crédit installés localement. Cette enquête vise à appréhender les évolutions de la distribution de crédits et de la collecte de dépôts auprès des entreprises, des professionnels et des ménages.

Ainsi au deuxième trimestre 2016, l'octroi de crédit aux entreprises et aux professionnels est favorablement orienté (à court et à long termes). Du côté de la demande comme du côté de l'offre, les établissements interrogés font état d'une tendance à l'assouplissement des critères d'attribution. S'agissant des ménages, les demandes de crédits à la consommation et à l'habitat sont perçues à la hausse mais moins fortement qu'un an auparavant. Enfin, selon les déclarations, les conditions d'octroi se sont assouplies pour les crédits à la consommation et demeurent stables pour les crédits à l'habitat.

La publication est disponible sur le [site internet](#) de l'agence.

Soldes d'opinion relatifs à la demande de crédits (en %)



BRÈVES ÉCONOMIQUES ET FINANCIÈRES

Égalité réelle en outre-mer : projet de loi et consultation participative

Un projet de loi sur l'Égalité réelle en outre-mer a été présenté et validé en Conseil des ministres le 3 août 2016. Il prévoit de nouveaux instruments de planification, sur dix à vingt ans, pour réduire des écarts de niveaux de vie entre la Métropole et l'Outre-mer. Pour exemple, en 2014, le PIB par habitant de la Martinique est encore inférieur de 41 % à celui de la Métropole (22 687 € contre 32 559 €). Le texte crée, par territoire, un plan de convergence élaboré de manière concertée entre l'État et les collectivités et contient, entre autres, des dispositions en faveur du renforcement de la concurrence et de la lutte contre la vie chère. Écrit sur la base des recommandations du rapport Lurel de mars 2016, il sera débattu au Parlement au mois d'octobre. D'ici là, une campagne de consultation participative est ouverte jusqu'au 9 septembre [sur internet](#). Les citoyens ultramarins sont invités à avancer des propositions qui permettront d'enrichir le texte de loi.

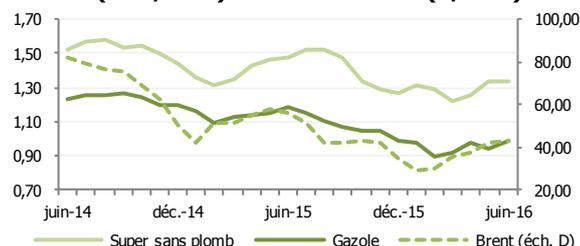
L'inflation progresse au deuxième trimestre 2016

L'indice des prix à la consommation (IPC) s'est établi à 100,0 à fin juin 2016 en Martinique. Si l'IPC reste encore en deçà de son niveau un an auparavant (-0,4 %), il marque une progression de 0,3 % sur le trimestre qui reflète l'orientation à la hausse des prix de l'énergie (+6,2 % et +0,4 point en contribution).

Au niveau international, le cours du baril de Brent en euros est en effet remonté de 23,0 % au printemps, en lien avec des difficultés de production dans certains pays et un déclin du forage aux États-Unis. Il s'inscrivait à 43,2 €/baril à fin juin. En Martinique, les prix des carburants, fixés chaque mois par arrêtés préfectoraux, ont d'ailleurs suivi cette évolution. En juin, ils étaient de 1,29 €/L pour le sans plomb et 0,99 €/L pour le gazole, en hausse, respectivement de 11 cents et 8 cents sur le trimestre.

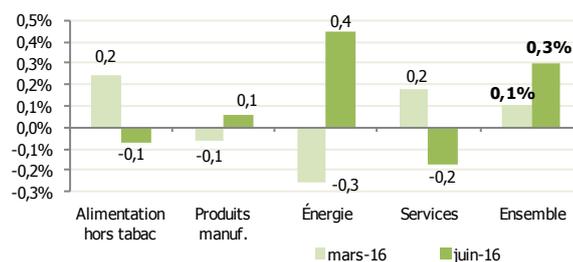
Quant aux autres postes de dépenses, le prix des produits manufacturés a également contribué à la hausse trimestrielle de l'IPC, à hauteur de 0,1 point (+0,2 %), tandis que les prix des services et de l'alimentation s'inscrivaient en baisse (-0,4 % chacun pour des contributions respectives de -0,2 et -0,1 point).

Prix mensuels des carburants (en €/Litre) et cours du Brent (€/baril)



Sources : Dieccte, INSEE

Contributions des postes à l'évolution trimestrielle de l'IPC



Source : INSEE

Hôtellerie : bilan mitigé au premier semestre 2016

Selon l'association Ziléa, qui représente de 70 % des chambres disponibles en Martinique, le secteur hôtelier affiche un taux d'occupation au premier semestre 2016 de 64,3 %, en hausse de 4,6 points par rapport à la même période en 2015. Cette progression représente 7 116 chambres louées supplémentaires (dans le périmètre de Ziléa). Pour autant, les recettes moyennes par chambre louée s'inscrivent en baisse, à 102,7 euros contre 104,2 euros l'année passée (-1,4 %), comme le chiffre d'affaires du secteur, à 33,7 millions d'euros (-0,9 %), suggérant que les professionnels ont concédé des baisses de prix ou des promotions pour attirer une nouvelle clientèle.

Ces résultats mitigés traduisent toujours les difficultés du secteur, tant structurelles que conjoncturelles. Cette année, le tourisme de séjour a subi l'épidémie de virus Zika qui a précipité de nombreuses annulations de réservations.

ACTUALITÉS RÉGIONALES

Croissance 2016 : dégradation des prévisions du CEPALC

Dans son dernier rapport publié en juillet 2016, la Commission économique des Nations unies pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPALC) a revu ses prévisions de croissance à la baisse, en comparaison de celles présentées au printemps. Après une contraction du PIB de l'ordre de 0,5 % en 2015, la commission anticipe un nouveau repli de 0,3 % dans la Caraïbe, avec des évolutions contrastées selon les pays et leurs positions à l'exportation. Ainsi, le Suriname et Trinidad-et-Tobago pâtissent de la faiblesse des cours de matières premières et un recul du PIB de 4,0 % et 2,5 % respectivement est attendu. À l'inverse, la République dominicaine devrait tirer la croissance régionale à la hausse (+6,0 %), notamment grâce aux bonnes performances du secteur touristique. S'agissant de la zone caribéenne dans son ensemble, la commission prévient contre la volatilité accrue des capitaux étrangers, dans un environnement financier international dont l'aversion au risque s'est renforcée à la suite du Brexit. Le rapport est disponible sur le [site internet](#) de la CEPALC.

PRINCIPAUX INDICATEURS

INDICATEURS DE RÉFÉRENCE

			Données brutes	Variation mensuelle	Glissement annuel
Prix (source : INSEE)	Indice des prix à la consommation (base 100 en 2015)	- juin 2016	100,0	+0,3 %	-0,4 %
Chômage (source : DIECCTE)	Nombre de demandeurs d'emploi (DEFM A)	- juin 2016	42 460	-0,8 %	-5,7 %
Allocations chômage (source : Pôle emploi)	Nombre d'allocataires de Pôle emploi	- mars 2016	22 817	+0,2 %	+3,4 %
RSA (source : CAF)	Nombre de bénéficiaires payés* <i>Données non consolidées</i>	- juin 2016	35 857	-0,1 %	+7,6 %
Commerce extérieur (source : Douanes)	Importations (millions d'euros)	- juin 2016	189,6	-11,4 %	-17,6 %
	Hors produits pétroliers		170,0	-0,7 %	+2,2 %
	Exportations (millions d'euros)	- juin 2016	33,7	-1,9 %	-40,1 %
	Hors produits pétroliers	- juin 2016	14,7	-25,4 %	-34,8 %
	Taux de couverture mensuel	- juin 2016	17,8 %		-6,7 pts
	Hors produits pétroliers		8,6 %		-4,9 pts
Grande distribution (source : DIECCTE)	Chiffre d'affaires des hypermarchés (millions d'euros)	- juin 2016 - cumul annuel	43,1 272,8	-7,5 %	-2,0 % -0,8 %
Indicateurs de vulnérabilité (source : IEDOM)	Personnes physiques en interdiction bancaire	- juillet 2016	14 901	-0,4 %	-2,8 %
	Personnes morales en interdiction bancaire	- juillet 2016	2 350	+0,4 %	-2,6 %

INDICATEURS SECTORIELS

			Données brutes	Variation mensuelle	Glissement annuel
Trafic aéroportuaire (source : SAMAC)	Nombre de passagers (hors transit)	- juin 2016	114 556	-4,4 %	+5,1 %
		- cumul annuel	930 331		+11,6 %
Trafic maritime (source : DD PAF)	Nombre de croisiéristes	- juin 2016	3 442	nd	nd
		- cumul annuel	240 432		+26,5 %
Construction (source : Ciments Antillais)	Ventes de ciment (tonnes)	- juin 2016	14 888	+5,4 %	-20,9 %
		- cumul annuel	86 083		-4,3 %
Immatriculations (source : AAA)	Véhicules particuliers neufs (VPN)	- juillet 2016	983	+0,0 %	+2,7 %
	Véhicules utilitaires neufs (VUN)	- juillet 2016	173	-8,9 %	+1,8 %
	Cumul annuel (VPN et VUN, hors bus, porteurs et tracteurs)		7 686		+6,9 %

* Depuis le 1^{er} janvier 2016, la prime d'activité a remplacé la prime pour l'emploi et le RSA activité. À cette date, les données du RSA comprennent uniquement les bénéficiaires du RSA socle. La variation en glissement annuel est calculée sur la base du RSA socle uniquement.

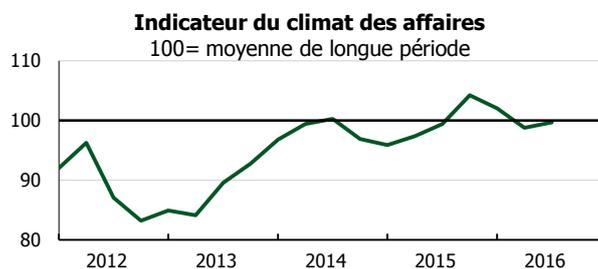
ACTIVITÉS DE L'INSTITUT ET SUIVI DE PLACE

Le climat des affaires tient le cap, malgré quelques hésitations

Après deux trimestres consécutifs de baisse, l'indicateur du climat des affaires (ICA) se redresse au niveau de sa moyenne de longue période. Il gagne près d'un point et se situe désormais à 99,7 points.

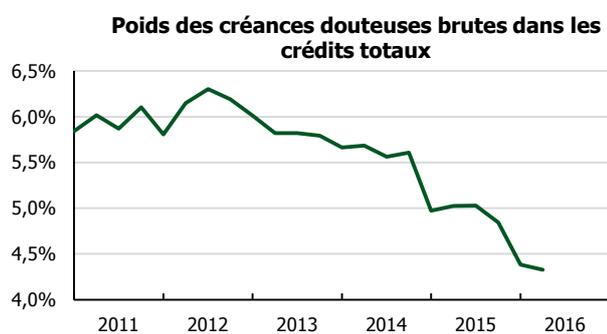
La hausse de l'ICA vient ainsi tempérer les craintes exprimées au trimestre précédent, face au risque de dégradation de l'économie réunionnaise.

Les « premières tendances » au 2^e trimestre 2016 sont disponibles sur le [site de l'IEDOM](#).



Source : Enquête de conjoncture IEDOM

Une sinistralité des crédits en baisse à fin mars 2016



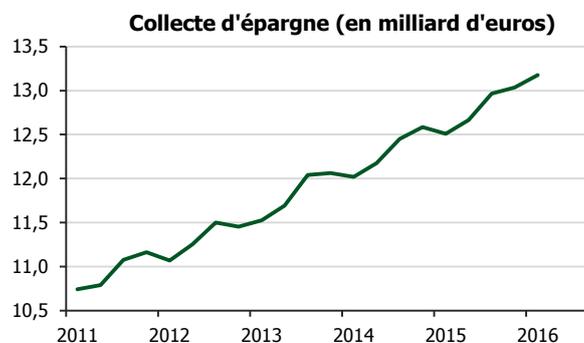
Sources : IEDOM, Banque de France

L'encours des créances douteuses brutes portées par les établissements de crédit installés localement diminue de près de 90 millions d'euros sur les douze derniers mois. Le poids de ces créances au sein des encours bruts de crédits totaux consentis par les établissements bancaires et financiers de la place passe de 5,0 % en mars 2015 à 4,3 % en mars 2016 et recule ainsi de 0,7 point. Le taux de provisionnement de ces créances douteuses s'établit à 62,3 % à fin mars 2016.

Une hausse des actifs financiers à fin juin 2016

À fin juin 2016, les actifs financiers détenus par les agents économiques s'inscrivent en hausse de 5,3 % sur un an. Cette progression est toujours portée par la bonne tenue des dépôts à vue (+14,8 %) et de l'épargne à long terme (+3,6 %). En revanche, une décollecte est enregistrée sur les placements liquides ou à court terme (-2,9 %) dans un contexte de taux de rémunération particulièrement bas.

Tous les agents enregistrent une hausse de leurs actifs financiers. Les placements des autres agents (sociétés d'assurance, administrations centrales et de sécurité sociale, associations) progressent de 27,0 %, ceux des entreprises de 3,5 % et ceux des ménages de 3,7 %.



Sources : IEDOM, Banque de France

BRÈVES ÉCONOMIQUES

LES INDICATEURS DE RÉFÉRENCE

			Données brutes	Glissement mensuel	Glissement annuel
Prix (Insee, base 2015)	Indice général des prix à la conso. - La Réunion	<i>Juillet 2016</i>	101,3	+1,0 %	-0,1 %
	IPC France entière		100,3	-0,4 %	+0,2 %
Octroi de mer (Trésorerie générale)	Montant de l'octroi de mer (milliers d'euros)	<i>Juillet 2016</i>	24 529	-4,6 %	-8,0 %
	Cumul (milliers d'euros)		176 923	-	+2,3 %
Commerce extérieur (Douanes)	Importations (millions d'euros)	<i>Juin 2016</i>	407,1	-1,0 %	-2,0 %
	Cumul (millions d'euros)	<i>Cumul juin</i>	2 331,3	-	+3,8 %
	Exportations (millions d'euros)	<i>Juin 2016</i>	29,8	+36,2 %	+40,6 %

	Cumul (millions d'euros)	<i>Cumul juin</i>	160,7	-	+21,8 %
Demandeurs d'emploi (DTEFP)	Demandeurs d'emploi de catégorie A (données CVS)	<i>Juin 2016</i>	134 450	0,0 %	-1,6 %

LES SECTEURS D'ACTIVITÉ

			Données brutes	Glissement mensuel	Glissement annuel
Trafic aéroportuaire (CCIR / Syndicat mixte de Pierrefonds)	Nombre de passagers enregistrés aux aéroports de Roland-Garros et de Pierrefonds	<i>Juin 2016</i>	147 997	-17,1 %	-0,1 %
	Cumul	<i>Cumul juin</i>	977 099	-	+1,6 %
Fréquentation des hôtels (Insee)	Nombre de nuitées	<i>1^{er} trimestre 2016</i>	271 100	-16,5 %	+19,3 %
	Cumul	<i>Cumul mars</i>	271 100	-	+19,3 %
Construction (Douanes / CERBTP / Caisse des congés payés du BTP)	Cumul des importations de ciment/clinker (milliers d'euros)	<i>Juin 2016</i>	10 942	-	+10,5 %
	Cumul des importations de ciment/clinker (milliers de tonnes)	<i>Juin 2016</i>	143,7	-	-6,2 %
	Effectifs salariés du BTP	<i>Juin 2016</i>	16 788	+1,0 %	+2,4 %

Légère baisse des créations d'entreprises au 2^e trimestre 2016

Les créations d'entreprises baissent légèrement au deuxième trimestre 2016 (-2,2 %, données CVS-CJO¹) après un premier trimestre en forte hausse (+13,8 %). Cette baisse concerne les secteurs du commerce, transports, hébergement et restauration.

Les entreprises individuelles, et notamment les micro-entrepreneurs, sont plus particulièrement concernées par cette baisse trimestrielle. Hors micro-entrepreneurs, les créations d'entreprises progressent légèrement (+1,6 %). Sur un an, les créations d'entreprises restent en baisse de 2,6 % alors qu'elles progressent au niveau national (+1,0 %).

L'étude est disponible sur le [site de l'Insee](#).

Hausse du prix médian des appartements et maisons anciens au 1^{er} trimestre 2016

Selon les Notaires de France, le prix médian des appartements anciens vendus à La Réunion est estimé à 2 120 €/m² au premier trimestre 2016, en hausse de 1,3 % sur un an. En France métropolitaine, l'indice Notaires-Insee continue de décroître (-0,4 %) mais le recul s'atténue. Le prix médian au m² dans l'île est proche de celui observé à Rouen et à Grenoble, mais nettement en deçà du prix médian parisien (8 000 €/m²).

Le prix médian de vente des maisons anciennes augmente également, de 12,9 % sur un an, et s'établit à 208 000 €. En France métropolitaine, il n'augmente que de 1,0 % selon l'indice Notaires-Insee.

La publication est disponible sur le [site des Notaires de France](#).

La Réunion est le premier DOM à recevoir le label FrenchTech

Le 25 juillet 2016, La Réunion a obtenu le Label French Tech suite à la candidature de l'association Digital Réunion.

Issue d'une initiative publique portée par le ministère de l'Économie, la FrenchTech est un label français lancé en novembre 2013 et attribué à de grandes villes reconnues pour leur écosystème de start-up.

La Réunion est ainsi le premier département d'outre-mer à obtenir ce label. L'objectif est d'impulser une dynamique collective pour la croissance et le rayonnement des start-up numériques et de permettre le développement de la filière numérique dans l'île.

Le dispositif régional de continuité territoriale élargi aux Réunionnais de Métropole

Le 2 août 2016, La Région Réunion a validé le dispositif de continuité territoriale dans le sens Métropole-Réunion. Ce nouveau volet de la Continuité Territoriale vient compléter celui déjà existant dans le sens Réunion/Métropole. Depuis 2010, plus de 500 000 bons de continuité territoriale ont été émis pour les déplacements Réunion-Métropole. En Métropole, l'effectif des personnes nées ou enfants d'un parent né à La Réunion s'élèverait à 247 000 individus selon l'INSEE (2012). Les modalités complètes et les démarches à suivre afin de bénéficier du bon Métropole-Réunion sont disponibles sur le site internet de la Région depuis le 16 août.

ACTIVITÉS DE L'INSTITUT ET SUIVI DE PLACE

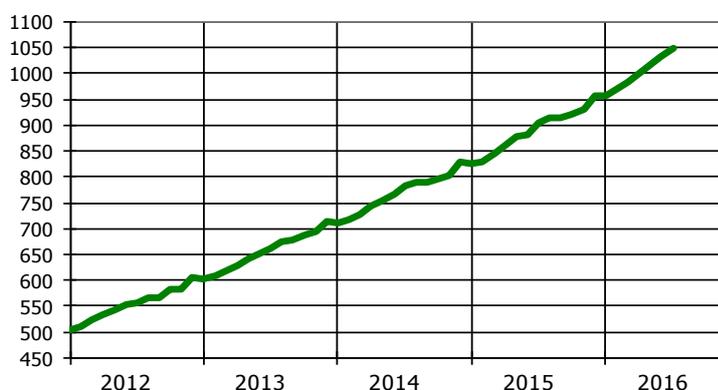
Les émissions nettes cumulées de billets

En juillet 2016, les émissions nettes cumulées de billets ont augmenté de 16,2 millions d'euros, après une hausse de 16,0 millions le mois précédent. Elles s'établissent à 1,048 milliard d'euros, soit une progression annuelle de 15,7 %.

Le nombre de billets émis en juillet est constitué à 68,1 % par la coupure de 50 € (qui représente 62,9 % de la valeur globale de l'émission nette de billets).

La hausse de l'émission nette ayant été plus marquée en nombre qu'en valeur, la valeur moyenne du « billet circulant » dans l'île s'est donc dépréciée de 13 centimes pour s'établir à 54,08 € au 31 juillet 2016.

Émissions nettes cumulées de billets (en millions d'euros)



Source : IEDOM

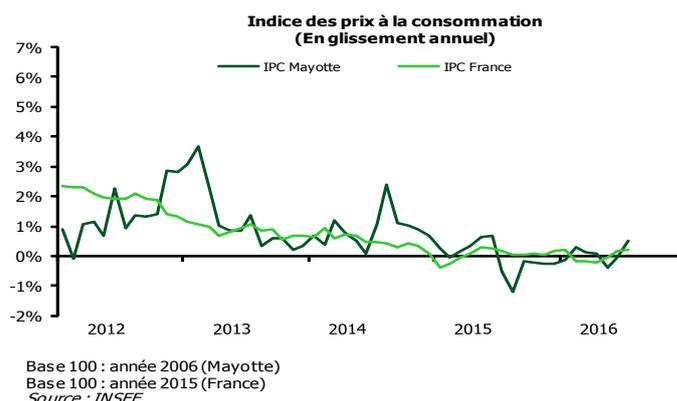
BRÈVES ÉCONOMIQUES, FINANCIÈRES ET SOCIALES

Les prix augmentent de 0,3 % au mois de juillet

Après une hausse de 0,2 % en juin, l'Indice des prix à la consommation (IPC) augmente de nouveau de 0,3 % au mois de juillet.

Cette progression est portée par l'accroissement des prix des services (+1,3 %) ainsi que de ceux de l'énergie (+1,0 %). En revanche, les prix de l'alimentation diminuent de 0,5 % et ceux des produits manufacturés de 0,4 %.

Sur un an, l'IPC enregistre également une augmentation de 0,5 %, soutenu par la progression des prix des services (+2,8 %) et de ceux de l'alimentation (+1,7 %). Cette hausse est toutefois limitée par la réduction des prix de l'énergie (-4,0 %) et de ceux des produits manufacturés (-2,3 %).



Mise en application de la prime d'activité à Mayotte

Nouveau dispositif résultant de la fusion du RSA activité et de la prime pour l'emploi, la prime d'activité est mise en application à Mayotte à compter du 1^{er} juillet 2016. Ce dispositif est une aide financière visant à encourager l'activité et à soutenir le pouvoir d'achat des travailleurs aux revenus modestes. Il est ainsi réservé exclusivement aux personnes pouvant justifier d'une activité déclarée. La prime d'activité sera toutefois applicable à Mayotte avec quelques spécificités, les règles de calcul et les critères d'éligibilité n'étant pas les mêmes par rapport à la Métropole et aux autres départements d'Outre-mer. Les usagers mahorais ne pourront ainsi pas utiliser le simulateur Internet ni l'application mobile dédiés au dispositif.

Le premier paiement de la prime d'activité est prévu dans le courant du mois d'octobre 2016, avec un effet rétroactif au 1^{er} juillet 2016.

Début des travaux pour le Plan climat énergie territorial

Le Conseil départemental (CD) de Mayotte a lancé les travaux pour la définition du Plan climat énergie territorial (PCET). Le PCET vise deux objectifs principaux :

- Réduire les émissions de gaz à effet de serre et limiter ainsi l'impact du territoire sur le climat,
- Réduire la vulnérabilité du territoire au changement climatique par la mise en place de politiques prenant en compte lesdits changements.

Outre la démarche de développement durable, la réalisation du PCET va également permettre au CD de Mayotte de se conformer à la loi dite « Grenelle 2 » du 12 juillet 2010, portant engagement national pour l'environnement, qui rend obligatoire la mise en place d'un PCET pour toutes les collectivités de plus de 50 000 habitants.

Signature d'une convention AFD-SIEAM pour le soutien au plan de développement et de réhabilitation du système d'assainissement de Mayotte

Afin de répondre aux problématiques liées à l'assainissement et au traitement des eaux usées à Mayotte, le Syndicat intercommunal d'eau et d'assainissement de Mayotte (SIEAM) a mis en place, via un Plan pluriannuel d'investissement (PPI), un programme ambitieux de réhabilitation et de développement du système d'assainissement de l'île pour la période 2015-2020. D'un montant global de 220 millions d'euros, ce PPI a déjà reçu le soutien de plusieurs partenaires financiers dont le ministère de l'Outre-mer et les fonds européens grâce au dispositif FEDER. Pour les investissements de l'année 2015, d'un coût total de 15 millions d'euros, l'Agence française de développement (AFD) a contribué à hauteur de 2,25 millions d'euros via un prêt bonifié par l'État. Cet engagement a été formalisé par la signature de deux conventions de financement liant les deux institutions.

PRINCIPAUX INDICATEURS ÉCONOMIQUES

LES INDICATEURS DE RÉFÉRENCE				Données brutes	Variation sur 1 mois	Variation sur 12 mois
Prix (source : INSEE)	Indice général des prix à la consommation base 100 en déc. 2006		juil-16	118,7	0,3%	0,5%
Chômage (source : Pôle Emploi)	Nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A		mars-16	12 050	0,9%	11,7%
Commerce extérieur (Source : Douanes)	Importations (en milliers d'euros)	mensuelles	mars-16	36 749	-7,6%	-9,4%
	(hors hydrocarbures)	cumulées	mars-16	108 779	-	-1,7%
	Exportations (en milliers d'euros)	mensuelles	mars-16	499	-20,0%	-31,8%
		cumulées	mars-16	1 533	-	16,3%
	Taux de couverture	mensuel	mars-16	1,36%	-0,21 pt	-0,45 pt
		cumulé	mars-16	1,41%	-0,03 pt	0,22 pt
LES SECTEURS D'ACTIVITÉ :				Données brutes	Variation sur 1 mois	Variation sur 12 mois
Trafic aéroportuaire (Source : Aéroport de Mayotte)	Mouvements d'appareils ⁽¹⁾	mensuels	mai-16	356	-26,7%	-17,6%
		cumulés	mai-16	2 628	-	25,9%
	Nombre de passagers (arrivées+départs)	mensuels	mai-16	16 717	-14,2%	-32,3%
		cumulés	mai-16	102 119	-	-6,0%
	Fret et envois postaux (en tonnes)	mensuels	mai-16	10,8	-37,1%	-63,6%
	(départs)	cumulés	mai-16	93,3	-	-29,6%
BTP (Source : Douanes)	Importations de ciment ⁽²⁾ (en tonnes)	mensuelles	mars-16	16 928	21175,2%	2713,6%
		cumulées	mars-16	17 031	-	1,3%
Electricité (Source : EDM)	Nombre d'abonnés (cumul)		mars-16	42 129	0,2%	2,7%
	Consommation ⁽³⁾ (en Mwh)	cumulée	mars-16	77 432	-	10,0%
Hydrocarbures (Source : TOTAL)	Consommation (en milliers de litres)	mensuelle	mars-16	12 217	8,3%	13,0%
		cumulée	mars-16	34 747	-	12,5%
Automobile (Source : Préfecture)	Immatriculations de véhicules neufs	mensuelles	mars-16	243	8,0%	14,6%
		cumulées	mars-16	683	-	7,7%
	Immatriculations de véhicules d'occasion	mensuels	mars-16	519	2,6%	5,5%
		cumulées	mars-16	1 498	-	-1,1%
Poissons d'élevage (Source : Douanes)	Exportations :					
	- en tonnes	mensuelles	mars-16	1,3	-10,3%	-29,0%
		cumulées	mars-16	2,8	-	-23,9%
	- en milliers euros	mensuelles	mars-16	10,1	-21,7%	-44,1%
		cumulées	mars-16	23,1	-	-35,2%

(1) : Toute entrée ou sortie de navire ou d'avion représente un mouvement

(2) : Ciment au sens produits minéraux et produits des industries chimiques dans le Code des douanes

(3) : Données consolidées à pas trimestriel depuis fin 2011. Les informations mensuelles ne sont plus disponibles.

Taux directeurs de la Banque centrale européenne

	taux	date d'effet
Taux d'intérêt appliqué aux opérations principales de refinancement de l'Eurosystème	0,00%	16/03/2016
Taux de la facilité de prêt marginal	0,25%	16/03/2016
Taux de la facilité de dépôt	-0,40%	16/03/2016

Taux d'intérêt légal 2em semestre 2016 - JORF du 26/06/2016

Créances de personnes physiques (Hors besoins professionnels) :		Taux de l'épargne réglementée (depuis le 01/02/16)				
	Livret A et bleu	LDD	LEP	PEL*	CEL*	
	4,35%	0,75%	0,75%	1,25%	1,00%	0,50%
Autres cas :	0,93%					* hors prime d'Etat

Taux d'intérêt fin de mois - EONIA

Taux d'intérêt fin de mois - EONIA				Taux d'intérêt fin de mois - EURIBOR			
Avril	Mai	Juin	Juillet	1 mois	3 mois	6 mois	1 an
-0,3330%	-0,3240%	-0,2930%	-0,3210%	-0,3710%	-0,2970%	-0,1860%	-0,0490%

Taux moyen mensuel des emprunts d'État à long terme (TME)

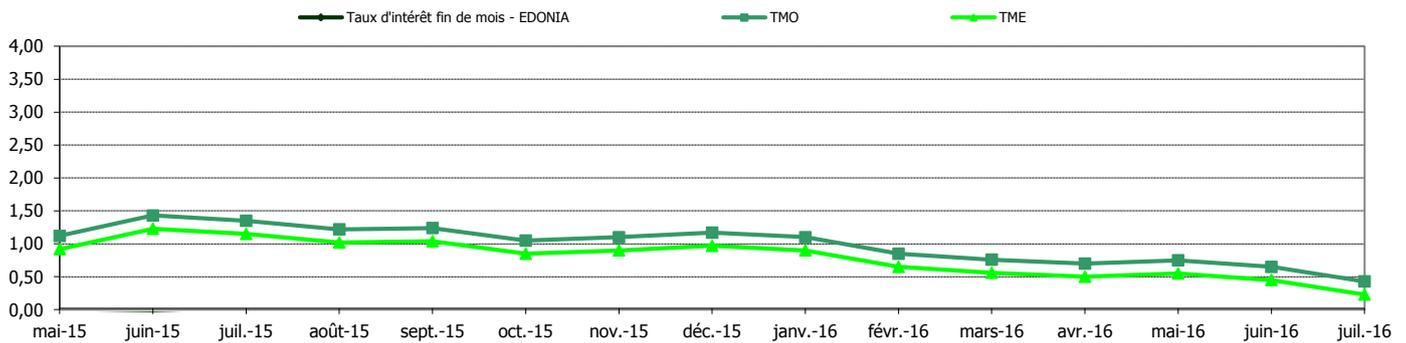
Taux moyen mensuel des emprunts d'État à long terme (TME)				Taux moyen mensuel des obligations d'État (TMO)			
Avril	Mai	Juin	Juillet	Avril	Mai	Juin	Juillet
0,50%	0,55%	0,45%	0,23%	0,70%	0,75%	0,65%	0,43%

Taux de l'usure (seuils applicables au 1^{er} juillet 2016)

Crédits aux particuliers	Seuils de l'usure	Prêts aux personnes morales n'ayant pas d'activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale	Seuils de l'usure
Prêts immobiliers			
Prêts à taux fixe	3,92%	Prêts consentis en vue d'achats ou de ventes à tempérament	7,05%
Prêts à taux variable	3,36%	Prêts d'une durée supérieure à deux ans, à taux variable	2,77%
Prêts-relais	4,03%	Prêts d'une durée supérieure à deux ans, à taux fixe	3,16%
Autres prêts		Découverts en compte	13,37%
Prêts d'un montant inférieur ou égal à 3 000 euros	19,92%	Autres prêts d'une durée initiale inférieure ou égale à deux ans	2,72%
Prêts d'un montant compris entre 3 000 euros et 6 000 euros	12,91%	Prêts aux personnes physiques agissant pour leurs besoins professionnels et aux personnes morales ayant une activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale	Seuils de l'usure
Prêts d'un montant supérieur à 6 000 euros	7,40%	Découverts en compte	13,37%

(1) Ces taux ne comprennent pas les éventuelles commissions sur le plus fort découvert du mois

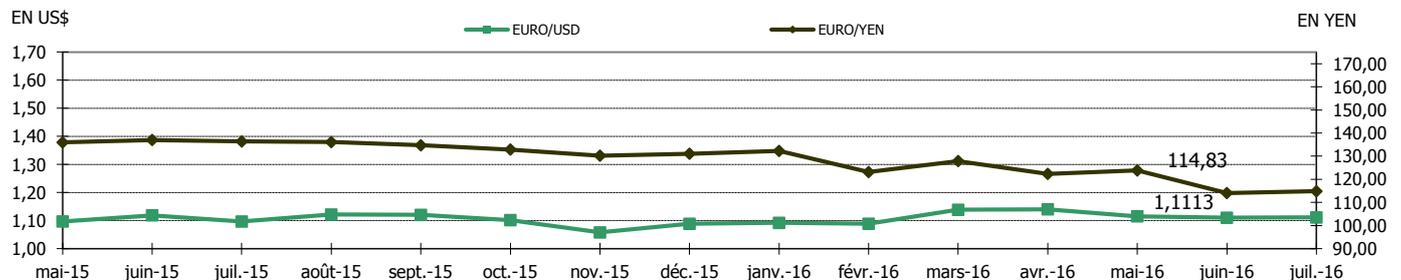
Taux des marchés monétaires et obligataires



Taux de change (dernier cours fin de mois)

EURO/USD (États-Unis)	1,1113	EURO/ZAR (Afrique du Sud)	15,7301	EURO/SRD (Surinam)	8,0205
EURO/JPY (Japon)	114,8300	EURO/BWP (Botswana)	11,7948	EURO/ANG (Ant. Néerl.)	1,9814
EURO/CAD (Canada)	1,4643	EURO/SCR (Seychelles)	14,9512	EURO/DOP (Rép. Dom.)	51,4152
EURO/GBP (Grande-Bretagne)	0,8440	EURO/MUR (Maurice)	39,7419	EURO/BBD (La Barbade)	2,2349
EURO/SGD (Singapour)	1,5015	EURO/BRL (Brésil)	3,6478	EURO/TTD (Trinité et Tobago)	7,487
EURO/HKD (Hong-Kong)	8,6210	EURO/VEF (Vénézuéla)	11,1583	EURO/XPF (COM Pacifique)	119,33170
EURO/MGA (Madagascar)	3278,3256	EURO/XCD (Dominique)	3,0165	EURO/FC (Comores)	491,96775

Évolution de l'euro sur 12 mois (dernier cours fin de mois)



Taux de conversion irrévocables pour les 17 pays de la zone euro

1 EURO =	40,3399 BEF	6,55957 FRF	40,3399 LUF	200,482 PTE	15,6466 EEK
	1,95583 DEM	0,787564 IEP	2,20371 NLG	5,94573 FIM	
	166,386 ESP	1936,27 ITL	13,7603 ATS	340,750 GRD	
	239,640 SIT	0,585274 CYP	0,429300 MTL	30,1260 SKK	

Directeur et responsable de la publication : H. GONSARD

Éditeur : IEDOM - 164, rue de Rivoli - 75001 Paris

Achevé en août 2016 - Dépôt légal : août 2016 - ISSN 2427-9781 (en ligne)